

Intervention de Monsieur Michel PAOLETTI,
Conseiller spécial du Président-Sénateur de la Polynésie française

INSTALLATION DU CONSEIL DES REFORMES STRATEGIQUES

Mercredi 3 septembre 2014 – Présidence de la Polynésie française

Monsieur Président,

Le projet qui nous rassemble aujourd'hui, comme vous l'avez rappelé, avait été évoqué lors de la préparation du programme du gouvernement qui s'élaborait au sein du « club 2025 » que vous aviez constitué.

Mais la situation dramatique de la Polynésie et la multiplicité des urgences avaient conduit à différer la mise en place du conseil des réformes stratégiques que vous installez aujourd'hui.

Pour autant, on ne saurait reprocher à votre action et à celle du gouvernement de n'avoir pas eu de vision prospective. Les réformes effectuées ou en cours sont là pour en témoigner :

- Rééquilibrage du budget ;
- Relance des investissements publics ;
- Reprise en main du RST et de la CPS ;
- Restructuration de l'enseignement ;
- Rénovation de l'agriculture et de la pêche ;
- Redémarrage du logement social ;
- Plan de relance économique.

Et ce n'est pas tout, car en moins d'un an, les grands projets qui seuls peuvent redonner du souffle à la Polynésie ont été élaborés et sont arrivés à la phase de pré-lancement.

L'aquaculture, à une échelle jamais connue auparavant, car elle est conçue pour un marché de centaines de millions d'habitants, va bientôt démarrer à Hao ; gigantesque projet qui doit voir la construction de quelque 40 000 m² de bâtiments et de bassins, mais finalement à la taille d'un pays de 5 000 000 de km² d'océan.

Le tourisme, qui connaît déjà un regain, va lui aussi prendre la dimension mondiale qui lui manquait avec le complexe du tourisme et de loisirs de Mahana Beach, mais aussi les projets du groupe HNA qui devraient transformer la zone d'Atimaono, et enfin un peu plus tard le Moorea Mahana Beach.

C'est peut-être jeudi dernier que s'est concrétisé le plus fortement l'élan de votre gouvernement vers l'avenir, Monsieur le Président, avec la signature de l'ambitieux accord aérien qui nous permettra de mieux desservir la destination Polynésie, et d'être désenclavé par ce qui sera désormais la « diagonale du Pacifique » entre la Chine et l'Amérique Latine.

Ces projets sont la concrétisation d'une vision et d'une ambition, menées à une allure que peu de gens pouvaient imaginer.

L'ambition, Monsieur le Président, c'est ce que vous voulez que soit la Polynésie : un pays où l'espoir d'un lendemain meilleur renaisse, un pays où chacun puisse trouver sa place et en être fier, un pays qui soit une lumière brillant à nouveau dans le Pacifique.

La vision, c'est savoir porter loin votre regard, mais c'est aussi savoir comment se rendre où vous voulez aller.

C'est savoir utiliser les instruments de gouvernance dont on dispose.

C'est savoir occuper pleinement sa place dans, et avec la République.

C'est savoir aller chercher les ressources là où elles se trouvent dans un monde qui évolue sans cesse.

Alors, fallait-il aujourd'hui réanimer le conseil de réflexion stratégique ? Vous l'avez souhaité, je crois, parce que ce dernier comme un élément d'une démarche continue, déjà entreprise, mais jamais terminée.

Notre organisme est modeste ; il est modeste par son nombre ; nous ne sommes que 7. Il est modeste par son coût ; notre budget sera géré par le Secrétariat Général du Gouvernement SGG et ne comprend que des indemnités. Il est modeste dans le rôle qu'il prétend avoir : nous donnons des avis, comme notre dénomination l'indique, et rien n'oblige le gouvernement à suivre les propositions que nous pourrions être amenés à faire.

Mais c'est justement pour cela que le défi qui est devant nous nous mobilise.

Nous ne sommes évidemment pas le gouvernement ni l'Assemblée de la Polynésie française et il ne nous appartient pas de préparer des textes ou d'agir directement mais nous devons, dans toutes les réflexions que nous ferons, nous préoccuper de leur applicabilité, et nous aurons donc à nous rapprocher des ministres en fonction des sujets examinés.

Nous ne sommes pas non plus le Conseil Economique Social et Culturel dont le rôle est plus précis et qui doit donner un avis sur des textes du gouvernement.

Ce que nous aurons à faire, c'est véritablement contribuer à alimenter la vision et l'ambition du Président de la Polynésie française.

Pour cela, notre conseil peut s'appuyer sur l'expérience de ses membres, qui, pour chacun d'entre eux, est vaste et diverse, et, vous le savez Monsieur le Président, sur leur volonté de servir l'intérêt à long terme de la Polynésie et aussi sur leur liberté de pensée.

Nous avons, les uns et les autres, suffisamment de recul pour ne pas nous laisser prendre au piège de l'immédiat ou du tactique.

Notre mission, c'est bien la réflexion stratégique. C'est celle de « France-Stratégie » pour le gouvernement de la République, mais c'est également celle, dans un contexte privé, des think tanks anglo saxons, comme Chatham House en Grande Bretagne ou Brookings Institution aux Etats Unis.

C'est ce que nous nous efforcerons de faire, en regardant au-delà de l'horizon pour comprendre les évolutions du monde qui nous entoure, en analysant les problèmes de la société polynésienne et en dialoguant avec ses acteurs, pour vous proposer, Monsieur le Président, des orientations supplémentaires, voir inédites pour les grandes réformes que vous entreprenez.

Je ne peux terminer sans vous remercier de la confiance que vous nous avez témoignée en nous désignant pour constituer votre conseil de réflexion stratégique. Nous nous mettrons au travail dès cet après-midi.
